

# Lycéen-ne-s, étudiant-e-s, chômeur-e-s et salarié-e-s : tou-te-s en grève jusqu'au retrait !

Le mouvement contre le projet de loi Travail s'approfondit inexorablement, alors même que le projet n'a toujours pas été présenté en conseil des ministres (présentation reportée au 24 mars). L'État policier a beau faire pression sur les facs pour qu'elles ferment, dans le but d'empêcher les réunions politiques<sup>1</sup>. Il a



beau lâcher ses flics sur les campus, multipliant les interpellations, arrestations et comparutions immédiates. Il a beau déchaîner, comme à Tolbiac ce 17 mars, la violence de ses chiens de garde CRS et BAC contre nos camarades de lutte réunis en assemblée générale<sup>2</sup>. Rien n'y fait : partout où nous sommes intervenu-e-s, nous avons constaté que les blocages lycéens étaient plus massifs et mieux organisés que le 9 mars ; que les étudiant-e-s étaient globalement plus déterminé-e-s, plus nombreux/ses en AG et en manif malgré les amendements proposés par le gouvernement ; que les travailleur-e-s (avec ou sans emploi), tout en réservant souvent leurs forces pour se mobiliser et se mettre en grève le 31 mars, ressentaient une solidarité de plus en plus forte avec la jeunesse en lutte.

Ce week-end s'est tenue la première coordination nationale étudiante, qui constitue un grand pas dans le sens de l'auto-organisation du mouvement. Dans son communiqué, elle écrit<sup>3</sup> :

« La principale tâche du mouvement dans les jours qui viennent est celle de la massification par un travail d'explication sur les conséquences de la Loi Travail pour les jeunes et la structuration de la mobilisation dans chaque filière et département de nos universités. Pour cela, il est indispensable d'arrêter le fonctionnement normal des activités dans nos établissements, en construisant la grève à côté des enseignant-e-s et des personnel-le-s et en la généralisant sur tous les campus. La grève est notre meilleure arme puisqu'elle permet à tou-te-s les étudiant-e-s de se libérer du temps pour s'adresser aux autres étudiant-e-s mais aussi aux lycéen-e-s et aux salarié-e-s. Nous appelons les assemblées générales à mener un travail de convergence avec les salarié-e-s qui les entourent. »

L'enjeu immédiat est en effet de développer encore le mouvement. Il est nécessaire pour cela que les nombreuses personnes qui sont contre cette loi s'y opposent activement. Pour les étudiant-e-s, cela signifie de se considérer en grève et de consacrer le meilleur de son temps et de son énergie à convaincre les hésitant-e-s et à organiser le mouvement. Pour les lycéen-ne-s, cela veut dire organiser des AG dans tous les bahuts pour renforcer la légitimité des prochains blocages et préparer la

perspective d'une coordination nationale lycéenne. À terme, l'ensemble de la jeunesse, scolarisée, étudiante ou travailleuse, a intérêt à se doter d'une coordination commune en attendant que la classe ouvrière reprenne confiance en sa force et rejoigne massivement le combat.

Pour les travailleur-e-s, il s'agit aujourd'hui de préparer la journée du 31 mars pour en faire une étape vers la grève reconductible majoritaire. À l'horizon se profile la convergence des luttes vers une grève interprofessionnelle massive et durable qui bloque l'économie et les profits, forçant le gouvernement et le patronat à satisfaire toutes nos revendications. Certains secteurs en pointe envisagent dès à présent de reconduire la grève à partir du 31. Cela passe non seulement par l'auto-organisation en AG, mais aussi par une lutte résolue contre les bureaucraties syndicales, dont la seule ambition est d'organiser quelques journées d'action pour, à la fin, mieux négocier le poids des chaînes. Les structures syndicales doivent rompre le « dialogue social » avec ce gouvernement capitaliste et appeler à la grève reconductible jusqu'au retrait.

Dans les syndicats de lutte, les AG et les coordinations du mouvement, il est essentiel de mener le débat sur les revendications du mouvement, quitte à déplaire à nos camarades de lutte les plus activistes. On se bat mieux quand on sait pour quoi on lutte. Or, le refus du projet de loi est lié à un ras-le-bol plus général contre la politique du gouvernement : contre l'ANI, les lois Macron et Rebsamen, la casse des services publics, les contre-réformes sectorielles comme les négociations en cours à l'UNEDIC ; contre l'état d'urgence et la répression policière, qui criminalisent les mouvements de lutte tout en stigmatisant les personnes d'apparence « musulmane » ; contre la politique migratoire répugnante de l'État français et de l'Union européenne, aggravée par l'accord UE-Turquie signé ce dimanche 20 mars ; contre les guerres de l'impérialisme français en Syrie, au Mali, au Tchad, en Côte d'Ivoire et en Centrafrique, ainsi que l'intervention militaire clandestine en Libye<sup>4</sup> (que les médias bourgeois se gardent bien d'ébruiter). La revendication du retrait du projet de loi, sans amendements ni négociations, est juste mais pas suffisante. Nous militons pour l'adoption de revendications qui répondent à ces préoccupations de manière crédible, sans verser dans le maximalisme du genre « enrayer le processus électoral », « insurrection armée »... ou « révolution intergalactique » !

Nous défendons des revendications comme la levée immédiate de l'état d'urgence, le contrat de travail unique pour tou-te-s contre la précarité, l'interdiction des licenciements, le partage du temps de travail entre tou-te-s, le salaire à vie, le droit à la circulation et à l'installation avec un logement décent pour tou-te-s, la régularisation de tou-te-s les sans-papiers, l'abrogation des lois anti-voile, la fin des contrôles au faciès et de l'impunité policière, l'arrêt des interventions militaires extérieures. Ces revendications, qui sont des réponses aux demandes spontanées des militant-e-s du mouvement, ne sont pas irréalistes ! Si de telles revendications sont défendues à une échelle de masse, les travailleur-e-s et les jeunes feront l'expérience que pour obtenir pleinement satisfaction, ils/elles doivent prendre le pouvoir en expropriant les capitalistes et en réorganisant eux-mêmes les relations économiques pour libérer

l'humanité de l'exploitation.

Ce faisant, nous ne cherchons pas à diviser le mouvement, mais à l'approfondir. Face aux provocations policières, nous affirmons sans cesse notre pleine solidarité avec les militant-e-s du mouvement qui font l'objet de la répression, quels que puissent être nos éventuels désaccords avec elles/eux. Nous saluons notamment le courage de celles et ceux qui remettent en cause le capitalisme et son monde en refusant le salariat et/ou en occupant des ZAD, des squats ou d'autres lieux, et nous les appelons à élargir le mouvement en y apportant leurs expériences et leurs pratiques, afin de construire une mobilisation majoritaire sur des revendications communes.

La destruction du code du Travail par ce gouvernement, qui sert avec dévouement le patronat et les classes dominantes, touche particulièrement les femmes<sup>5</sup>. Pourtant, celles-ci sont gravement sous-représentées dans le mouvement et notamment dans ses instances décisionnelles. Ainsi, lors de la Coordination Nationale Étudiante de ce week-end, les hommes ont effectué au moins 80% des prises de parole et la quasi-totalité des interventions sauvages. C'est l'effet du sexisme structurel dans notre société : les femmes vivent globalement dans des conditions matérielles plus dégradées, elles ont plus difficilement accès aux vecteurs de politisation et se sentent souvent moins légitimes à parler dans des assemblées mixtes. C'est pourquoi nous défendons la mise en place de commissions non-mixtes de femmes et de personnes trans dans tous les secteurs de la mobilisation, pour surmonter les effets de l'oppression sexiste dans la lutte par l'auto-organisation des opprimé-e-s. De la même manière, nous défendons le droit des personnes racisées, aujourd'hui sous-représentées dans le mouvement, de s'organiser en non-mixité pour surmonter l'oppression structurelle à laquelle elles sont confrontées, y compris de la part de leurs camarades de lutte, même les mieux intentionné-e-s. Cela vaut aussi pour toutes les autres formes d'oppression. L'auto-organisation des opprimé-e-s est le meilleur moyen pour que chacun-e puisse prendre toute sa place dans le mouvement et y déployer toute son activité.

Soyons nombreux/ses les 24 et 31 mars ! Discutons ouvertement de nos orientations et soyons uni-e-s dans l'action ! Discutons sans relâche pour convaincre largement de la nécessité de se mobiliser contre le projet de loi ! Soyons dans les lycées, les facs, les boîtes pour populariser la grève et le blocage ! Dénonçons les syndicats jaunes qui négocient le poids des chaînes ! Combattons les bureaucraties syndicales qui freinent le mouvement ! Participons à l'auto-organisation de celles et ceux qui luttent ! Tou-te-s en grève jusqu'au retrait !

---

1 <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=916>

2 <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=917>

3 <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=17685>

4 <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=17274>

5 <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=17419>

**Gwen Ben Gwen**, le 22 mars 2016